

NEVOY ■ Réunion Vie et Lumière : l'État appelé à « tenir ses engagements »

« Un rassemblement, OK. Mais pas deux ! »

L'association évangélique Vie et Lumière s'était depuis longtemps cantonnée à un seul rassemblement à Nevoy, près de Gien, sur le terrain dont elle est propriétaire.

Mais après les interruptions liées à la crise sanitaire, les pèlerins ont prévu d'organiser un deuxième grand rendez-vous pour cette année 2022, prévu du 18 au 25 septembre.

Face à cette situation et à la grogne de quelques commerçants et habitants, les deux maires locaux se sont rendus à Matignon, mercredi 27 juillet. Francis Cammal (DVD) et Jean-François Darmois (SE), les premiers édiles respectifs de Gien et de Nevoy, ont donc rencontré les représentants de la Première ministre, Elisabeth Borne, accompagnés des sénateurs du Loiret Jean-Pierre Sueur (PS) et Hugues Saury (LR).

« On ne pouvait pas ne pas réagir »

« Il y a dix ans, l'ancien Premier ministre, Manuel Valls, avait pris l'engagement qu'il n'y aurait pas de deuxième rassemblement



RECORD. Le rassemblement de mai avait réuni 37.000 personnes. PHOTO THOMAS DERAIS

annuel à Nevoy (*il y a huit ans exactement et Manuel Valls était encore ministre de l'Intérieur, ndlr*) et que l'État mettrait un terrain militaire à la disposition de l'association Vie et Lumière », souligne Francis Cammal, à la suite de cette réunion.

Dans un communiqué de presse, les quatre élus loirétains regrettent que cet « engagement clair et précis » soit remis en cause et assurent avoir « demandé avec force et détermina-

tion » que celui-ci « soit respecté ». « On nous dit notamment qu'il n'y a plus de terrain militaire disponible, qu'ils ont été vendus », ajoute Francis Cammal.

Le quatuor loirétain insiste sur la nécessité d'une « forte mobilisation de l'ensemble des pouvoirs publics » qu'incombe tous les ans le premier rassemblement. Celui qui s'était tenu en mai 2022, trois ans après diverses annulations à cause de la crise sanitai-

re, avait rassemblé près de 37.000 gens du voyage. Un record.

« Les élus locaux l'ont toujours accepté et ont toujours fait en sorte de veiller au mieux au déroulement de ce rassemblement dans le respect de la sécurité et de la salubrité », poursuivent les quatre élus. « On ne pouvait pas ne pas réagir, soutient Francis Cammal. Un rassemblement, OK. Mais pas deux ! »

Après la réunion, le ton du maire de Gien se voulait ferme, mais peu convaincu du résultat de ces échanges avec les représentants de la Première ministre. « Ils nous ont écoutés. Mais, je ne les ai pas sentis hypermotivés à l'idée de mettre à disposition de Vie et Lumière un terrain pour accueillir un deuxième rassemblement », raconte celui qui est également président de la communauté des communes giennaises.

Les deux maires et les deux sénateurs « attendent maintenant la réponse » qui leur sera faite. « Il en va de la parole de l'État. » ■

Thomas Derais